

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Auxifip

Société Anonyme au capital de 81 912 460 euros
Siège social : 12 Place des États Unis – CS 30002 – 92548 Montrouge Cedex
602 055 345 RCS NANTERRE

Comptes individuels au 31/12/2024

Approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 20 mai 2025

I. – Bilan
(en milliers d'euros)

Actif	2024	2023
Caisse, banques centrales, ccp	323	363
Créances sur les établissements de crédit	56 750	146 817
- à vue	11 518	110 221
- à terme	45 232	36 596
Operations avec la clientèle	5 063 559	4 332 399
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Part dans les entreprises liées	57 409	57 409
Crédit-bail et location avec option d'achat	390 307	449 772
- Immobilisations louées et immos en cours	376 187	430 675
- Immobilisations non louées après résiliation	0	0
- Créances rattachées et douteuses	14 120	19 097
Location simple	18	0
- Immobilisations louées et immos en cours	18	0
- Immobilisations non louées après résiliation	0	0
- Créances rattachées et douteuses	0	0
Immobilisations incorporelles	72	1 621
Immobilisations corporelles	0	0
Autres actifs	83 922	71 576
Comptes de régularisation	138 710	16 879
Total de l'actif	5 791 070	5 076 836
Passif	2024	2023
Banques centrales, ccp		
Dettes envers les établissements de crédit	5 118 242	4 570 961
- à vue	89 602	9 005
- à terme	5 028 640	4 561 956
Operations avec la clientèle	5 188	445
Dettes représentées par un titre	39 153	40 255
Autres passif	244 838	270 460
Comptes de régularisation	201 456	29 387
Provisions pour risques et charges	1 374	2 091
Subventions d'investissements	0	0
Provisions règlementées	0	0
Capitaux propres	180 819	163 237
- Capital souscrit	81 912	81 912
- Primes de fusion et d'émission	1 773	1 773
- Réserves	8 868	6 962
- Report à nouveau (+/-)	70 683	27 628
- Résultat de l'exercice (+/-)	17 583	44 962
Total du passif	5 791 070	5 076 836

Hors-bilan au 31 décembre 2024

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements Donnés		
Engagements de financement	2 204 056	1 466 740
Engagements de garantie	1 700	2 425
Engagements sur titres	0	0
Engagements Reçus		
Engagements de financement	502 165	317 351
Engagements de garantie	3 018 963	2 696 179
Engagements sur titres	0	0

II. – Compte de résultat

Compte de résultat	2024	2023
+ Intérêts et produits assimilés	180 698	153 269
- Intérêts et charges assimilées	-223 189	-172 725
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	121 567	113 051
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-68 302	-68 037
+ Produits sur opérations de location simple	933	922
- Charges sur opérations de location simple	0	0
+ Revenus des titres à revenu variable (produits)	0	0
+ Commissions (produits)	21 325	16 054
- Commissions (charges)	-383	-105
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
+/- Gains ou pertes sur opérations de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4 016	3 624
- Autres charges d'exploitation bancaire	0	0
Produit net bancaire	36 665	46 053
- Produits généraux d'exploitation	0	0
- Charges générales d'exploitation	-9 919	-24 147
- Dotations aux amort. et aux prov. sur immob. corporelles et incorporelles	-32	-266
Résultat brut d'exploitation	26 714	21 640
+/- Coût du risque	-1 095	5 123
Résultat d'exploitation	25 619	26 763
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	34 865
Résultat courant avant impôt	25 619	61 628
- Impôt sur les bénéfices	-8 036	-16 666
Résultat net	17 583	44 962

III. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2024 d'un montant de 17 582 553,29 € de la façon suivante :

- Affectation au report à nouveau 17 582 553,29 €

Le compte du report à nouveau de 70 682 823,02 € affichera, après affectation, un solde créditeur de 88 265 376,31 €.

Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice de versement du dividende	Dividende par action	Avoir fiscal par action	Réfaction (art.243 bis CGI)	
			Eligible	Non éligible
Exercice 2023	0 €	N/A	0 €	0 €
Exercice 2022	0 €	N/A	0 €	0 €
Exercice 2021	0 €	N/A	0 €	0 €

[...]

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. – Annexes

Note 1 Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

1.1. Cadre juridique et financier

La société AUXIFIPS.A. est une société anonyme agréée en qualité d'établissement financier, et soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle, et à l'activité des établissements de crédit.

La société AUXIFIPS.A. est détenue à 99,99 % par la société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. et participe au périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. et fait également partie de son périmètre d'intégration fiscale.

AUXIFIP S.A. propose un ensemble de formules contractuelles de financement des marchés de fournitures ou de travaux, des délégations de service public ou encore d'ouvrages mis à disposition des personnes publiques, dans le cadre de conventions d'occupation domaniale (police, gendarmerie, justice). L'ensemble de son activité se déroule en France.

1.2. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2024

Néant

1.3. Evénements postérieurs à l'exercice 2024

Néant

Note 2 Principes et méthodes comptables

Les états financiers d'AUXIFIP S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit agricole.

La présentation des états financiers d'AUXIFIP S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui, à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2023-05 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-02 du 5 juillet 2024 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-03 du 6 septembre 2024 modifiant le règlement ANC N° 2017-02 du 5 juillet 2017 aux comptes annuels et consolidés du groupe Action Logement	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-01 du 5 avril 2024 modifiant le règlement ANC N° 2021-09 du 5 novembre 2021 relatif au plan comptable des organismes de placement collectif immobilier	Opérations à compter du 24/12/2024
Règlement N° 2020-07 du 4 décembre 2020 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable	01/10/2023

Auxifip S.A. n'est pas soumis à l'application de ces nouveaux règlements.

2.1 Opérations de Crédit-Bail

Le poste « Crédit-bail et location avec option d'achat » recense les rubriques suivantes :

- Immobilisations louées et non louées nettes d'amortissements comptables ;
- Dépréciation des actifs immobilisés ;
- Immobilisations en cours de construction ;
- Avances et acomptes versés aux fournisseurs ;
- Créances douteuses nettes de provisions ;
- Indemnités de résiliations nettes de provisions ;
- Créances rattachées ;
- Produits à recevoir.

Par ailleurs, les dispositions en matière d'opérations consortiales sont respectées. La société, qu'elle ait la position de chef de file ou de participant, enregistre la quote-part de financement qu'elle a réalisée et, au hors-bilan, sa quote-part de risque.

Le crédit-bail et la location simple sont composés des mêmes natures de poste, des mêmes méthodes d'évaluation et de règles de provisionnement identiques.

L'amortissement comptable est calculé par matériel en fonction de sa durée de vie économique dans les limites du minimum et du maximum fiscalement autorisé. La différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable forme l'essentiel de la réserve latente. Le secteur "location simple" représente l'activité d'origine d'AUXIFIP S.A., qu'elle exerce depuis 1983.

Immobilisations

- Valeur brute & amortissements

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont retenues pour leur coût d'acquisition, quelle que soit la date d'acquisition.

Les immobilisations acquises avant le 31 décembre 2013 sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation. Le mode et la durée d'amortissement par catégorie d'immobilisations sont les suivants :

Catégorie	Durée	Mode
Autres immobilisations corporelles :		
- Agencements et aménagements divers	10 ans	Linéaire
- Matériel informatique	5 ans	Linéaire ou dégressif
- Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire
- Matériel de transport	5 ans	Linéaire
- Matériel administratif	5 ans	Linéaire

A compter du 1^{er} janvier 2014, la société AUXIFIP SA a opté pour l'amortissement financier des biens acquis destinés à la location. Les contrats éligibles à l'amortissement financier sont les opérations de crédit-bail ou de Location avec option d'achat. Cette option permet d'amortir le capital prêté sur la durée de la location.

- Traitement comptable des ITNL

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à la VNC de la date du passage en ITNL ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC

par le biais d'une provision.

2.2 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-07 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque de crédit conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées et elles demeurent dans leur poste d'origine.

- Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

La société AUXIFIPS.A. constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et/ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

Ces provisions ne sont pas applicables en norme sociale en leasing, mais elles sont prises dans la comptabilité financière.

- La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("*Loss Given Default*" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de

flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La société AUXIFIP S.A. applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

● Dégradation significative du risque de crédit

La société AUXIFIP S.A. doit apprécier, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portfeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles du crédit. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Pour les encours évalués à partir d'un dispositif de notations internes (en particulier les expositions suivies en méthodes avancées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans ce dispositif permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la provision peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (reclassement en encours sains).

Lorsque certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne sont pas identifiables au niveau d'un encours pris isolément, une appréciation est faite de la dégradation significative pour des portefeuilles, des ensembles de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'encours.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'encours aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse (appréciation par la Direction des Risques).

Parmi les encours douteux, AUXIFIPSA distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

- Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par AUXIFIPSA par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

- Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément à l'article 223-1-3 du règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, AUXIFIPSA le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période d'observation minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par AUXIFIP S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et du solde du compte courant, et de la contre-garantie, le cas échéant. Le taux de provisionnement appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon des règles fixées par le département du contrôle des risques.

Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon les règles fixées par le département du contrôle des risques.

La dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée en coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation étant inscrite dans la marge d'intérêt.

Dépréciation pour risque de re-commercialisation

Une dépréciation pour risque de re-commercialisation est comptabilisée au titre des matériels loués par des clients faisant l'objet d'une provision pour dépréciation de créances.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens.

2.3 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celle-ci inclut notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.4 Subventions

Les subventions reçues sont destinées à être rétrocédées au client. Elles sont comptabilisées dans le poste « autres passifs ».

2.5 Provisions

AUXIFIP S.A. applique ANC 2014-03 du 05 juin 2014 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et aux risques divers.

2.6 Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture :

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global d'AUXIFIP S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits utilisés sont :

- Les swaps emprunteurs et prêteurs à taux fixe, utilisés dans le cadre d'une stratégie de macro-couverture du portefeuille de contrats de location à taux fixes ;
- Les caps et floors, souscrits dans le cadre d'une stratégie de micro-couverture de taux ;

Les engagements résultant de la conclusion de ces contrats sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits sur un même contrat ne sont pas compensés, conformément aux règles de comptabilisation du groupe Crédit Agricole.

Les intérêts à recevoir ou à payer sont calculés prorata temporis.

Opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction ; les charges et produits courus mais non payés ou perçus sont convertis au cours de clôture.

Mécanisme TLTRO III

Crédit Agricole S.A. a souscrit à des emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, AUXIFIP SA se refinance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications.

2.7 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

2.8 Impôt sur les bénéfices

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels. La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts. AUXIFIP SA a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, AUXIFIP SA constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Note 3 Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Caisse, banques centrales	323	0	0	0	323	0	323	363
Comptes et prêts :								
- à vue	323				323		323	363
- à terme								
(En milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total	Créances	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	11 466	0	0	0	11 465	0	11 465	19 181
Comptes et prêts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances partenaires sur contrats en pools	11 466	0	0	0	11 465	0	11 465	19 181
Opérations internes au Crédit Agricole	12 590	536	3 464	28 696	45 285	0	45 285	127 636
Comptes et prêts :								
- à vue	53	0	0	0	53	0	53	91 040
- à terme	12 536	536	3 464	28 696	45 232	0	45 232	36 596
- JJ	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des créances et de crédit	24 055	536	3 464	28 696	56 750	0	56 750	146 817

Note 4 Opérations avec la clientèle - analyse par durées résiduelles

(En milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Créances douteuses	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans					

Opérations avec la clientèle	207 819	422 783	1 724 780	2 690 198	5 045 580	4 487	13 492	5 063 559	4 332 399
Créances	207 819	422 783	1 724 780	2 690 198	5 045 580	4 487	13 492	5 063 559	4 332 399

Note 5 Titres de participation et de filiales

(En milliers d'euros)

Nom	Siège	Forme juridique	% de capital détenu	Valeur nette comptable des titres	Capital social	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	QP situation financière
UNIFERGIE	12 Place des Etats Unis 92548 Montrouge	S.A.	58,89	57 372	24 375	62	25	15
SAS Immobilière Claude DECAEN	12 Place des Etats Unis 92548 Montrouge	S.A.S	100	37	37	238	42	42
Total				57 409				

Note 6 Variations de l'actif immobilisé**6.1 Opérations de crédit-bail et assimilés**- Immobilisations en crédit-bail et assimilés louées :

Rubriques (En milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2024
Valeur brute	1 188 358	4 473	-13 590	0	1 179 241
- Amortissements	-757 683	-55 333	9 962	0	-803 054
- Dépréciations sur actifs	0	0	0	0	0
Valeur nette	430 675	-50 860	-3 628	0	376 187

- Immobilisations en crédit-bail et assimilés non louées après résiliation :

Rubriques (En milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2024
Valeur brute	166	0	0	0	166
- Amortissements	-166	0	0	0	-166
- Dépréciations sur actifs	0	0	0	0	0
Valeur nette	0	0	0	0	0

- Créances douteuses et rattachées liées aux opérations de crédit-bail :

Rubriques (En milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances rattachées	13 835	0	13 835
Créances douteuses compromises	528	243	285
Créances douteuses non compromises	0	0	0
Créances totales	14 363	243	14 120

- Encours de crédit brut ventilé par agents économiques et durées résiduelles :

En application de l'Article 1124-29 du règlement ANC 2014-07, nous vous présentons ci-dessous les encours de crédit brut ventilé (source financière) selon deux critères ; le premier par agents économiques et le second par durées résiduelles.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours contentieux qui regroupent les dossiers dont la déchéance du terme a été prononcée.

✓ **Par agents économiques :**

(En milliers d'euros)

Stés non financières	175 936
Entrepreneurs individuels	0
Société assurances	0
Administrations privées	0
Administration centrale	0
Administrations Publiques	16 337
Administration sécurité sociale	440 770
Clientèle financière	55 977
Total encours financier	689 020

✓ **Par durées résiduelles :**

(En milliers d'euros)	<= 3 mois	> 3 mois & <= 1 an	> 1 an & <= 5 ans	> 5 ans	Total
Encours financiers	0	1 138	6 452	681 430	689 020

6.2 Opérations de location simple- Variation des immobilisations louées en location simple :

Rubriques (En milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2023
Valeur brute	120	0	0	0	120
- Amortissements	-120	0	0	0	-120
- Dépréciations sur actifs	0	0	0	0	0
Valeur nette	0	0	0	0	0

- Créances douteuses et rattachées liées aux opérations de location simple :

Rubriques (En milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances rattachées	79	76	3
Créances douteuses compromises	76	61	15
Créances douteuses non compromises	0	0	0
Créances totales	155	137	18

- Immobilisations en location simple non louées après résiliation :

Rubriques (En milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2024
Valeur brute	30		0	0	30
- Amortissements	-30		0	0	-30
- Dépréciations sur actifs	0				0
Valeur nette	0	0	0	0	0

6.3 Immobilisations corporelles et incorporelles- Immobilisations propres :

Rubriques (En milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	4 407	0	-1 517	0	2 890
-Amortissement & provision	-2 786	-32	0	0	-2 818
= Valeur nette	1 621	-32	-1 517	0	72

Rubriques (En milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2024
Immobilisations corporelles	652	0	0	0	652
-Amortissement	-652	0	0	0	-652
= Valeur nette	0	0	0	0	0

Note 7 Autres actifs et comptes de régularisation**7.1 Autres Actifs**

Rubriques (En milliers d'euros)	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2023
Autres actifs		
Créances sur l'Etat : TVA	3 518	631
Créances sur l'Etat : acompte sur IS	4 592	741
Dépôts de garantie versés	68 076	68 921
Partenaires pools (opérations non dénouées)	5 741	1 189
Fournisseurs : avances et acomptes	174	33
Autres débiteurs divers	1 821	60
Total	83 922	71 576

7.2 Comptes de régularisation

Rubriques (En milliers d'euros)	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2023
Actif		
Produits à recevoir sur instruments financiers	1 407	1 892
Produits à recevoir sur frais généraux	5 016	0
Autres comptes de décaissement	132 287	14 987
Total	138 710	16 879

Note 8 Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durées résiduelles

Rubriques (En milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Dettes rattachées	Total 2024	Total 2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	79 308	0	0	0	79 308	0	79 308	0
Comptes et emprunts :								
- à vue	79 308	0	0	0	79 308	0	79 308	0
- à terme					0	0	0	0
Emprunts / opérations de syndication								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaires à reverser	0	0	0	0	0	0	0	0
Operations internes	220 362	379 239	1 501 081	2 928 266	5 028 948	9 987	5 038 934	4 570 961
Comptes ordinaires :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	2
Comptes et emprunts :								
- à vue	10 294	0	0	0	10 294	0	10 294	0
- à terme	168 100	156 730	492 385	1 116 815	1 934 030	5 824	1 939 853	1 755 688
- JJ	0	0	0	0	0	0	0	9 003
Emprunts / syndication								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	41 968	222 509	1 008 696	1 811 451	3 084 624	4 163	3 088 787	2 806 268
Total des dettes	299 670	379 239	1 501 081	2 928 266	5 108 256	9 987	5 118 242	4 570 961

Note 9 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle

Rubriques (En milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Total 2024	Total 2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>1 an < 5 ans	> 5 ans				
Clientèle	5 188	0	0	0	5 188	0	5 188	445
Comptes créditeurs à terme	5 188	0	0	0	5 188	0	5 188	445

Note 10 Dette représentée par un titre

Rubriques (En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres du marché interbancaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de créances négociables	0	0	39 153	0	39 153	0	39 153	40 255
Emprunts obligataires	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0
Valeur au bilan	0	0	39 153	0	39 153	0	39 153	40 255

Note 11 Autres passifs et comptes de régularisation

11.1 Autres Passifs

Rubriques (En milliers d'euros)	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2023
Autres Passifs		
Dettes sur l'état : TVA	2 358	2 211
Dettes sur l'état : IS	0	13 500
Dépôts et cautions reçus	75	0
Partenaires pools (opérations non dénouées)	46 002	20 438
Subventions à reverser	35 436	38 951
Fournisseurs et comptes rattachés	7 058	7 239
Clients créditeurs	902	38 375
Syndication à reverser	91 927	88 021
Dépôts et cautions : appel de marge	61 080	61 725
Total	244 838	270 460

11.2 Comptes de régularisation

Rubriques (En milliers d'euros)	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2023
Passif		

Charges à payer sur instruments financiers	1 365	1 307
Produits constatés d'avance	3 465	3 235
Autres charges à payer	19 085	21 501
Autres comptes d'encaissement	177 541	3 344
Total	201 456	29 387

Note 12 Provisions

Rubriques (En milliers d'euros)	31/12/2023	Dotation	Reprise	Utilisation	31/12/2024
Risques opérationnels	802	344	-757	0	389
Risques techniques	1 289	7 957	-8 261	0	985
Total	2 091	8 301	-9 018	0	1 374

Note 13 Variation des capitaux propres

● Capital souscrit

Le montant du capital souscrit de 81 912 460 € se décompose en 963 676 titres d'une valeur nominale de 85 euros.
Le capital ne comporte que des titres nominatifs, avec égalité du droit de vote par titre.

Il n'existe ni catégorie particulière, ni obligations convertibles ou titres similaires. Le capital souscrit est entièrement libéré.

Au 31/12/2024, l'actionnariat se répartit ainsi :

	Nombre de titres	% du capital
Crédit Agricole Leasing & Factoring	963 676	99,99%
Personnes physiques et morales autres	2	NS
Total	963 678	100%

● Variation des Capitaux propres

Rubriques (En milliers d'euros)	Montant au 31/12/2023	Affectation du résultat de 2023	Distribution Dividendes	Résultat 2023	Montant au 31/12/2024
Capital	81 912	0	0	0	81 912
Réserve légale	6 285	1 906	0	0	8 191
Réserve statutaire	155	0	0	0	155
Autres réserves	522	0	0	0	522
Prime d'apport	1 158	0	0	0	1 158
Prime de fusion	615	0	0	0	615
Sous total	90 647	1 906	0	0	92 553
Report à nouveau	27 627	43 056	0	0	70 683
Résultat de l'exercice N-1	44 962	-44 962	0	0	0
Résultat de l'exercice N	0	0	0	17 583	17 583
Total	163 236	0	0	17 583	180 819

● Proposition d'affectation du résultat

(En milliers d'euros)

Report à nouveau exercice précédent	70 683
Résultat de l'exercice	17 582
Sommes distribuables	88 265
Affectation à la réserve légale	0
Au titre de dividendes	0
Report à nouveau	88 265
Total à l'affectation	88 265

Note 14 Hors-bilan

Rubriques (En milliers d'euros)	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2023
Engagements reçus	3 521 128	3 013 530
Des Caisses Régionales / contrats en syndication	502 165	317 351
Engagements de financement	502 165	317 351
Engagement de garantie reçus d'établissement de crédit	3 018 963	2 696 179
Engagements donnés	1 846 672	1 469 165
Engagements de signature	1 844 972	1 466 740
Engagements de financement	1 844 972	1 466 740

Engagements de garantie aux CR	0	725
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 700	1 700
Engagements de garantie	1 700	2 425
Engagements donnés sur instruments financiers à terme	359 085	349 601
Opérations de SWAP, taux emprunteur	359 085	349 601
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	359 085	349 601
Autres engagements donnés	0	72 625
Engagements BCE *	0	72 625
Valeurs données en garantie	0	72 625
Engagements donnés	2 205 757	1 891 391
Engagements reçus	3 521 128	3 013 530

*Créances apportées en garantie dans le cadre des refinancements des établissements de crédit accordés par la Banque Centrale Européenne.

Le groupe Crédit Agricole est éligible aux refinancements accordés par la Banque Centrale Européenne dans le cadre de la procédure sécurisée et automatisée dénommée Traitement Informatisé des Créances Privées (TRICP).

Dans ce contexte, AUXIFIPS.A., filiale du Crédit Agricole S.A. apporte des créances en garantie à CASA, qui les apporte ensuite à la Banque Centrale pour garantir les prêts que cette dernière octroie au groupe.

La société AUXIFIPS.A. conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Engagements sur instruments financiers à terme

Conformément à l'avis 2004-21 du 27 octobre 2004, les informations concernant les instruments financiers dérivés sont exposées ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Notionnel	Réescompte	Prime restant	Valorisation à la juste valeur pied de coupon
Swaps de taux	310 088	42	0	10 595
Caps	4 392	0	0	0
Floors				

(En milliers d'euros)	Durées résiduelles			Notionnel	Réescompte	Valorisation à la juste valeur pied de coupon
	< 1 an	> 1 an < 5 an	> 5 ans			
Swaps de taux	60 000	30 015	220 073	310 088	42	10 595
Caps	0	4 392	0	4 392	0	0
Floors						

Note 15 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Intérêts et Charges / Produits assimilés	303 198	291 491	11 707	267 243	240 762	26 481
* Opérations de trésorerie et interbancaire	9 064	67 705	-58 641	14 781	52 207	-37 426
* Opérations avec la clientèle	171 634	155 484	16 150	138 489	120 518	17 971
* Opérations de crédit-bail	121 567	68 302	53 265	113 051	68 037	45 014
* Opérations de location simple	933	0	933	922	0	922

Note 16 Produits / charges liés aux commissions

Type de commissions (En milliers d'euros)	Commissions			
	Reçues en 2024	Reçues en 2023	Versées en 2024	Versées en 2023
Sur opérat. avec les étab. de crédit :				
Commissions sur Acte de gestion	35	-174	0	0
Commissions d'apport	0	0	0	0
Commissions de garantie	0	0	202	100
Commissions sur frais de dossiers	21 290	16 228	0	0
Sur autres services d'exploitation bancaire	0	0	181	5
Sur refinancement	0	0	0	0
Total	21 325	16 054	383	105

Note 17 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Rubriques (En milliers d'euros)	Charges	Produits
Subventions virées au résultat	0	2 394
Divers	0	1 622
Total	0	4 016

Note 18 Autres produits et charges d'exploitation

(En milliers d'euros)	Montant 2024	Montant 2023
-----------------------	--------------	--------------

Autres produits d'exploitation	0	0
Impôts et taxes	312	-4 679
Frais publicité, télécommunication et de mission	0	0
Honoraires	121	-124
Refacturation groupe/ Sous-traitance administrative	-10 320	-19 330
Divers autres charges d'exploitation		-14
Autres charges d'exploitation	-9 887	-24 147
Dot. aux amort. et aux prov. sur immo. Corporelles et incorporelles	-32	-266
Solde produits/charges exploitation	-9 919	-24 413

Note 19 Cout du risque

Rubriques <i>(En milliers d'euros)</i>	Dotations	Reprises	Net des dotations et reprises
Dépréciation des prêts	-3 842	3 092	-750
Dépréciation pour clients douteux et contentieux	-353	4	-349
Provision pour risques divers	-7 957	8 261	304
Total I	-12 152	11 357	-795
Pertes sur créances couvertes par des provisions			-1 251
Récupérations sur créances amorties			1 212
Recours Garant			0
Honoraires et frais contentieux			-1
			-260
Total II			-300
Solde en perte des corrections de valeurs sur créances			-1 095

Note 20 Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations

Rubrique <i>(En milliers d'euros)</i>	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	87 683	146 817
Sur les établissements de crédit et institutions financières	87 683	146 817
Sur la clientèle	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Dettes (1)	5 141 626	4 565 833
Sur les établissements de crédits et institutions financières	5 140 248	4 563 263
Sur la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	0	0
Comptes de régularisation	1 378	2 570
Engagements donnés	48 997	73 350
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	0	0
Garanties données à des établissements de crédit	0	725
Garanties données à la clientèle	0	0
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise	0	0
Autres engagements donnés	48 997	72 625

Note 21 Situation fiscale latente et conditionnelle

AUXIFIP S.A. a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

Aux termes de cette convention, la répartition des impôts est faite selon le principe de la neutralité c'est à dire que chaque filiale intégrée comptabilise dans ses comptes la charge d'impôt calculée sur son propre résultat fiscal comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les déficits ou moins-values nettes à long terme sont également imputables comme en l'absence d'intégration.

- Dettes et créances d'impôts différés

Rubrique <i>(En milliers d'euros)</i>	Base	Taux	Actif	Passif
Réserve latente	344 343	25,83%		88 944
Provision sociale	6 165	25,83%		1 593
Provision financière	-6 101	25,83%		-1 576
Activation charges et produits directs IAS	-43 670	25,83%		-11 280
Provisions IFRS9	-18 563	25,83%		-4 795

Indemnité de résiliation	2	25,83%	1	
Prov R & C	400	25,83%	103	
Réserves IAS	10	25,83%	3	
Total	282 586		107	72 886
ID 2023			107	68 887
Variation ID 2024/2023			0	3 999
ID Regularisation G/P ACTUARIELS/IFC/IDA			15	
Variation nette IDA 2024/2023				-3 984

Les actifs et passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Autres informations

- Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING S.A.
12 place des Etats Unis 92548 MONTROUGE CEDEX

CREDIT AGRICOLE S.A.
12 place des Etats Unis 92548 MONTROUGE CEDEX

- Ventilation de l'effectif moyen

La société AUXIFIPS.A. n'emploie aucun salarié.

- Organes de direction, d'administration ou de surveillance, montant global pour chaque catégorie

Il n'a pas été alloué de rémunération au titre des fonctions de Président, ni de jetons de présence aux membres du conseil d'administration, au cours de l'exercice 2023.

Note 22 Note sur la comptabilité financière

Méthode de comptabilité financière

Le résultat financier est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus d'avance et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite à "intérêts perçus d'avance", le premier loyer incluant une part d'intérêts. La valeur résiduelle, si elle existe, est considérée comme un dernier loyer, intégralement affecté à l'amortissement du capital investi.

En comptabilité financière, les loyers sont enregistrés à leur date d'exigibilité avec prorata temporis.

Les encours financiers des dossiers à caractère douteux ou litigieux font l'objet d'un complément d'amortissement financier pour couvrir la perte probable évaluée en fonction de la valeur de revente du matériel.

Le résultat financier dégagé peut être supérieur au bénéfice social, ceci étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cet excédent permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de "réserve latente", essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

- Variation de la réserve latente

Rubriques <i>(En milliers d'euros)</i>	Montant 2024	Montant 2023	Variation
Valeur brute des immobilisations	1 178 659	1 186 922	-8 263
Subventions	-35 436	-38 951	3 516
Valeur nette financière (1)	683 739	724 103	-40 364
Valeur nette comptable	339 396	391 484	-52 088
Réserve latente brute	344 343	332 619	11 724
Provisions financières contentieuses	-6 101	-3 188	-2 913
Provision financières/ITNL de + 1 an	0	0	0
Provisions sociales	6 165	2 944	3 221
Réserve latente nette	344 407	332 375	12 032

(1) La valeur nette financière correspond au CRD corrigé du réescompte

Méthode de comptabilité sociale

Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée peuvent amortir les matériels qu'elles donnent en location, conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent pratiquer des amortissements comptables de type dégressif ou linéaire.

L'amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé. Les durées d'amortissement des

immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur.

Passage du résultat social au résultat financier

(En milliers d'euros)	31-déc-24		
	Résultat	Réserves	Total
Situation nette sociale	17 583	163 237	180 820
Réserve latente nette de provisions financières contentieuses	12 033	332 375	344 408
Provisions IFRS 9	264	-18 827	-18 563
Impôts différés sur réserve latente	-3 984	-68 887	-72 871
ID : décalages temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal	0	107	107
IFRIC21 - Organic	17	218	235
Activation charges/produits directs IAS	3 186	-46 855	-43 669
Actualisation	0	0	0
Lissage frais de dossiers	5 580	44 757	50 337
Situation nette consolidée financière	34 679	406 125	440 804

V. -- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale

AUXIFIP SA

12 Place Des Etats-unis Cs 30002

92120 MONTROUGE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AUXIFIP SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 18 de l'annexe des comptes annuels relative à la détermination du résultat financier, qui inclut notamment l'application de la norme IFRS 9 dans la comptabilité financière.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances douteuses

Risque identifié	Notre réponse
La société Auxifip comptabilise au titre du risque de crédit et de son portefeuille client, des dépréciations individuelles de créances douteuses. Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement. Elles sont déterminées individuellement et évaluées à partir de l'encours douteux, déduction faite des garanties et réserves.	Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne et évalué l'efficacité des procédures et des contrôles-clés réalisés par Auxifip dans le contexte macroéconomique actuel pour : - identifier les créances douteuses ; - s'assurer du correct déclassement des créances en douteux

<p>Compte tenu de l'activité exercée par la société Auxifip, nous considérons que l'évaluation des dépréciations des créances douteuses constitue un point clé de l'audit.</p> <p>Au 31 décembre 2024, la valeur nette des créances douteuses relative aux opérations avec la clientèle s'élève à 0,5 M€ dans la note 6.1 de l'annexe aux comptes annuels et les dépréciations des créances douteuses relatives aux opérations de crédit-bail et de location simple s'élèvent à 0,06 M€ dans la note 6.2 de l'annexe aux comptes annuels.</p>	<p>- examiner les procédures de confirmation réalisées par la société sur les créances acquises.</p> <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons mené les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- examiné les différents indicateurs de risques préparés par la société et les procédures d'alertes qui en découlent, le cas échéant ;- examiné les critères retenus pour déterminer si une créance est douteuse à l'aide de notre compréhension de la nature des portefeuilles de crédit-bail de Auxifip et de notre connaissance des pratiques du secteur ;- analysé les dossiers déclassés en douteux et apprécier le taux de provisionnement retenu ;- testé le calcul des dépréciations.
---	---

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société AUXIFIPSA par votre assemblée générale du 22 mai 2023 pour les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et Deloitte et Associés.

Au 31 décembre 2024, les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et Deloitte & Associés étaient dans leur deuxième année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence

ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 avril 2025
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Agnès Hussherr

Deloitte et Associés
Charlotte Vandeputte

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société.